

# **CONSULTATION PUBLIQUE N° 2019-006 DU 27 MARS RELATIVE A LA STRUCTURE DU PROCHAIN TARIF D'UTILISATION DES RESEAUX DE TRANSPORT DE GAZ NATUREL DE GRTGAZ ET TEREKA**

\*\*\*\*\*

*Réponse KEM ONE du 29/04/2019*



KEM ONE est un industriel français gazo-intensif soumis à la concurrence internationale dont le chiffre d'affaire est extrêmement sensible aux évolutions du coût du gaz (3ème dépenses du groupe).

Nous sommes conscients que la sécurité d'approvisionnement en gaz naturel en France est un enjeu primordial et c'est notamment lors des pics de consommation en hiver que le risque est fort en raison d'une partie des consommateurs thermosensible. Pour assurer une continuité dans la fourniture de gaz de ces consommateurs, il a été nécessaire de réguler le stockage de gaz via la réforme de l'Accès des Tiers aux Stockages de gaz naturel (ATS).

Question 1 Partagez-vous le bilan de la CRE sur le dimensionnement des réseaux français de transport de gaz naturel et sur la nécessaire prudence dans le lancement de nouveaux projets d'investissement?

Comme vous l'avez très bien introduit dans votre consultation, en 15 ans, la France a énormément investi dans son réseau gazier en vue de fluidifier ses approvisionnements en gaz dont elle dépend à 100 % des importations (gazoduc, gnl) et de son stockage.

Avant l'hiver gazier 2018, le projet de fusion des zones Nord/Sud, dont l'objectif était d'éviter les congestions sur cette liaison, a été finalisé dans les délais. Il a permis de passer l'hiver sans complication et les congestions ont été levées grâce à l'ensemble des dispositifs mis en place par GRT GAZ (ex : spread localisé...). Pour KEMONE, dont l'ensemble des sites se trouvent en zone Sud, ce projet était très attendu et nous félicitons encore GRT GAZ pour cette réussite. C'est la première année où l'hiver gazier se déroule sans hausse ponctuelle des prix.

L'obligation de remplissage des stocks des expéditeurs aura également permis ce passage hivernal sans entrave, puisque l'hiver a débuté le 1<sup>er</sup> novembre 2018 avec des stocks gaz remplis à 93 % comparé au 1 novembre 2017 où les stocks étaient remplis à 75%. Nous sortons de cet hiver avec des stocks qui restent à des niveaux de remplissage convenables.

Par ailleurs, au travers les récents investissements, les 4 terminaux méthaniers en France ont la capacité de recevoir du gaz liquéfié en quantité importante. Cet hiver, la France et l'ensemble des pays limitrophes ont déchargé des quantités importantes de méthaniers ce qui a permis également de passer un hiver sans entrave.

Arrivé au printemps 2019 et rentrant dans la période d'été gazier, nous pouvons constater que le maillage français est suffisant et que tout autre projet devrait effectivement être motivé d'argument ou financé par le demandeur.

Question 2 Etes-vous favorable au maintien du calendrier tarifaire actuel d'avril à avril, à l'exception des termes tarifaires applicables aux PIR qui évolueraient au 1er octobre de chaque année ?

Oui.

Par ailleurs, vous souhaitez étudier l'opportunité de faire évoluer l'assiette de compensation des coûts du stockage avec pour exemple l'étendre aux sites raccordés en Transport.

Comme vous l'évoquez dans votre introduction, ces tarifs doivent permettre de maintenir une certaine continuité et la CRE doit s'assurer que les consommateurs paient l'utilisation des réseaux à hauteur des coûts qu'elles induisent sur le réseau. En d'autres termes, les industriels ont besoin de visibilité sur leur coûts car leurs investissements sont très lourds : ils se sont engagés depuis plusieurs années à réduire leur consommation énergétique via des projets de performance énergétique avec des temps de retour souvent assez longs. En tout état de cause, leur rentabilité et leur capacité à investir dépend aussi des conditions d'accès à l'énergie. Les sommes ont déjà été engagées en prenant compte des coûts de structure à l'instant t. Si on veut maintenir l'activité des industriels en France, il faut maintenir leur compétitivité et surtout éviter de leur faire payer pour des stockages

dont ils n'ont pas l'utilité. Ces stockages ont un surcoût estimé de 80 M€ pour les industriels et aboutirait à une hausse de 40 % des tarifs transport.

D'autre part, ces stockages ne sont utiles que pour les clients protégés lorsque le réseau serait en cas de crise sévère sur le réseau gazier et dans ce cas de figure, le PUG serait activé et les industriels coupés en 1<sup>er</sup> → le stockage ne leur serait alors pas utile.

Ensuite, les consommateurs industriels sont non climato-sensibles et leur consommation est stable toute l'année (hors période d'arrêt réglementaire). C'est d'ailleurs, la logique retenue jusqu'à présent pour le stockage qui était payé uniquement par les clients domestiques & autres.

Question 3 Etes-vous favorable au maintien de la classification des réseaux, principal et régional, envisagée par la CRE ?

Oui

Question 4 Etes-vous favorable au maintien de la classification de la compensation stockage envisagée par la CRE ?

Au regard de la définition du « service de transport », nous sommes favorables à désigner la compensation stockage comme un service annexe car c'est effectivement un service complémentaire dont peuvent bénéficier certaines catégories de consommateurs. En revanche, nous avons quelques remarques sur la définition d'un « service annexe » qui en certains points ne correspond pas au stockage. En effet, le coût du stockage est différencié pour certaines catégories de consommateurs et ce coût ne reflète pas la réalité car il va dépendre du résultat des enchères. Hors, avec un prix de réserve nul, les capacités de stockage vont nécessairement être toutes vendues à un prix faible et la recette des enchères sera faible → la recette ne représente que 30% du revenu autorisé, le reste devant être compensé par le terme de stockage. Avec ce fonctionnement, les lauréats des enchères de capacités pourront acheter à 0 € et revendre sur le marché lorsque le prix est élevé ce qui rend ce mécanisme très fructueux et intéressant. Une autre remarque sur les coûts du « service annexe » définit dans votre consultation, ils sont censés être supportés par le bénéficiaire.

Question 5 Etes-vous favorable au maintien des principes de tarification (tarification à la capacité, selon un modèle entrée-sortie) et de péréquation en vigueur dans le tarif ATRT6 ?

Comme vous le mentionnez dans le 2.1.3.2, nous sommes favorables à reconduire le principe de tarification en prenant compte la situation particulière des entreprises fortement consommatrices de gaz dont les sites présentent un profil de consommation prévisible et stable ou anticyclique. Ces sites présentent un intérêt positif pour le système gazier car il n'exige pas d'investir dans des capacités supplémentaires à la pointe en consommant de manière régulière toute l'année. Par ailleurs, ces sites, via le plan urgence gaz (PUG) seraient les premiers à être sollicités en cas de problème de sécurité d'approvisionnement.

Question 6 Etes-vous favorable à conserver globalement la répartition entrée/sortie actuelle ?

oui

Question 7 Etes-vous favorable aux principes de tarification envisagés par la CRE pour le réseau principal ?

Oui

Question 8 Etes-vous favorable à la requalification du PIR Jura en PIRR ?

oui

Question 9 Etes-vous favorable au maintien des rabais tarifaires envisagés par la CRE pour les capacités interruptibles ?

Oui, nous sommes favorables au rabais accordé mais il serait intéressant de distinguer capacités d'entrée et de sortie en fonction du taux d'interruption constaté.

Question 10 Etes-vous favorable à l'apurement du CRCP sur l'ensemble des termes tarifaires ou préférez-vous le maintien d'un apurement sur les seuls termes du réseau aval ?

De notre point de vue, l'incertitude porte sur le réseau aval qui doit alors maintenir ce coût.

Question 11 Etes-vous favorable à la proposition de la CRE de répercuter la baisse des souscriptions en entrée et en sortie du réseau de manière équivalente sur l'ensemble des termes tarifaires du réseau amont ?

Le système gazier est dorénavant correctement dimensionné et la réforme stockage est entrée en vigueur : à l'entrée de l'hiver gazier la France avait des stocks de gaz remplis et n'anticipait aucun risque de congestion majeure.

Nous pensons qu'il faut viser à maintenir un niveau de souscription équivalent à la moyenne des 3 dernières années afin de ne pas rentrer dans une problématique similaire au stockage en France où il a été nécessaire de réguler les tarifs afin de permettre leur remplissage.

Dans le cas contraire, cela générerait à nouveau une hausse des tarifs d'environ 14 % ce qui n'est pas acceptable dans le contexte actuel où les consommateurs ont payé des investissements importants depuis plusieurs années enfin être serein sur les prochains hivers.

Question 12 Quelle est votre position sur l'offre de transfert de capacités entre PIR à prix préférentiel selon les modalités proposées par GRTgaz ?

Il faut maintenir les souscriptions LT pour avoir de la visibilité et éviter les tensions sur le réseau (et donc volatilité du prix).

Question 13 Etes-vous favorable à la possibilité pour un expéditeur de faire évoluer sa souscription de capacités aux PITTM la veille pour le lendemain, tout en conservant l'intégralité du volume de capacités initialement souscrites ?

Oui pourquoi pas mais à des fins d'équité entre utilisateurs du réseau, les dépassements de capacités pourraient subir des pénalités similaires à celles des consommateurs présentés dans les paragraphes suivants. Le revenu pourrait permettre de compenser le terme de stockage en partie.

Question 14 Etes-vous favorable à l'évolution de la règle d'attribution des capacités au PITTM de Fos à compter de 2021 proposée par la CRE, pour tenir compte de la réduction de la capacité de regazéification à Tonkin ?

oui

Question 15 Etes-vous favorable à l'offre de pooling aux PITTM proposée par GRTgaz ?

oui

Question 16 Etes-vous favorable au maintien dans le tarif ATRT7 des principes de tarification du réseau régional en vigueur dans le tarif ATRT6 ?

Oui → visibilité, stabilité, simplicité

Question 17 Êtes-vous favorable à une baisse de 8 à 4 des coefficients mensuels du tarif des capacités de janvier et février ?

C'est une bonne idée oui.

IL faudrait également permettre au site avec des cogénérations qui ne fonctionnent, par obligation, que 5 mois dans l'année de payer une capacité équivalente à leur obligation → 5/12 du terme annuel ou 1/12 par mois de fonctionnement pour ne pas les pénaliser alors qu'elle permette un gain énergétique.

Question 18 Etes-vous favorable à la suppression du 2eme seuil des pénalités pour dépassement de capacité comme proposé par GRTgaz ?

Oui, c'est une bonne idée d'autant plus, comme vous le précisez, ces dépassements sont causés dans la majorité des cas par des incidents particuliers au sein d'un site.

Par ailleurs, dans le dispositif actuel, les pénalités pour dépassement de capacité journalière et horaire s'accumulent et peuvent conduire à un surcoût très important. Nous souhaiterions ne pas ajouter ces pénalités quitte à ne retenir le paiement qu'une des pénalités (la plus élevée sur la ou les journées concernées).

Question 19 Etes-vous favorable à l'arrêt du système de redistribution des pénalités, qui seraient reversées par les GRT via le tarif ?

Ces pénalités sont payées par les sites raccordés en Transport et redistribuer cette somme à ces sites est une bonne philosophie. Nous souhaiterions rester sur le périmètre actuel pour cette redistribution quitte à revoir le mode de versement si c'est plus simple pour GRT GAZ.

Question 20 Etes-vous favorable à la suppression de l'offre d'acheminement interruptible à préavis court ? Si oui, considérez-vous que cette suppression devrait intervenir en parallèle de la mise en œuvre de l'interruptibilité ?

Vous avez mené conjointement avec GRT GAZ un retour d'expérience sur l'IAPC et avait conclu qu'elle n'a jamais été activée depuis plus de 10 ans. Cette offre est pourtant un manque à gagner car la souscription de ces sites éligibles est importante (> 10 GWh/jour) mais son bénéfice pour GRT GAZ réduit de 50 %. Il aurait été intéressant de préciser ce manque à gagner dans votre analyse. Nous sommes favorables à la suppression de cette offre. Suite à cette analyse, nous restons très sceptiques quant à l'utilité d'une éventuelle interruptibilité secondaire.

Comme vous le précisez, le réseau de transport de gaz français a été fortement renforcé depuis de nombreuses années conduisant notamment depuis la mise en place de la place de marché unique à mettre à disposition du gestionnaire de réseau de transport des mécanismes de résorptions des congestions. L'hiver 2018 devra être pris en compte pour le retour d'expérience car via les investissements récents et leurs bénéfices (mécanismes de levé des congestion type spread localisé, des approvisionnements de GNL sur 4 points d'entrées, réforme stockage et remplissage à minimum 85 %) : il n'a pas été nécessaire d'avoir recours aux interruptions de sites et aucun pic de prix n'a pu être vécu.

Par ailleurs, le plan d'urgence gaz prévoit des mesures graduées en cas de crise d'approvisionnement, suivant lesquelles les clients raccordés au réseau de transport sont délestés avant les clients raccordés au réseau de distribution, le délestage de ces derniers étant réservé aux situations les plus critiques. La mise en œuvre d'un second type d'interruptibilité ne devrait alors concerné que les sites raccordés en distribution non délestable car les autres sites peuvent potentiellement être interrompus les premiers et cela ferait doublon.

Question 21 Etes-vous favorable à la suppression du terme de proximité ?

Oui

Question 22 Etes-vous favorable au maintien de la remise raccordement selon les modalités en vigueur ?

Oui

Question 23 Considérez-vous comme la CRE qu'une extension du périmètre de la compensation stockage aux consommateurs raccordés aux réseaux de transport n'est envisageable qu'avec la mise en œuvre d'un dispositif d'interruptibilité permettant une exonération partielle ou totale de la compensation stockage ?

Les industriels français sont soumis à la concurrence internationale (et européenne) et une hausse de 40% de la facture d'acheminement aura un impact négatif sur leur compétitivité. Dans le cadre des accord avec l'Europe (paquet énergie climat), les pays sont censés être solidaires et les industriels seraient alors déjà contraints de réduire leur consommation en cas de crise d'approvisionnement → ils ne bénéficieraient pas de la garantie d'approvisionnement permise par les stockages. Ces stockages étant bénéfiques pour les consommateurs avec une modulation été-hiver importante ce qui n'est pas le cas des industriels avec un profil plat.

D'autre part, un dispositif d'interruptibilité programmé pour les grands consommateurs industriels serait, dans notre analyse, complexe et hasardeux à mettre en place sur le plan technique. Les consommations de gaz sur les grands sites chimiques ou pétrochimiques peuvent se répartir entre production de chaleur (vapeur) centralisée, et d'autres usages de type four à combustion ou traitement thermique d'événements. Les règles d'interruptibilité et d'arbitrage technique, les risques réglementaires voire de sécurité associés, la substitution éventuelle du gaz pour d'autres fioul, les conventions internes à mettre en place, tant cela va s'apparenter à quelque chose d'extrêmement complexe destiné in fine à faire payer certains utilisateurs raccordés au niveau du transport, d'autres non, de façon un peu arbitraire, au prix de risques peut être parfois inconsidérés.

Nous restons contre l'extension du périmètre de la compensation stockage aux sites consommateurs raccordés aux réseaux de transport.

Si, malgré l'ensemble des avis contre, l'assiette de compensation devait néanmoins être étendue au site raccordé en transport, il serait pertinent de revoir la formule de « modulation » en remplaçant la capacité souscrite par la consommation moyenne hivernal et trouver une alternative pour permettre aux cogénérations d'en être exemptée.

Question 24 Etes-vous favorable à l'envoi d'un signal économique aux producteurs de biométhane concernant la localisation des installations, afin de réaliser en priorité les installations engendrant le moins de contraintes sur le réseau ?

Oui, afin d'éviter des surcoûts.

Question 25 Avez-vous toute autre proposition ou remarque sur la structure du tarif ATRT7 ?

Courant 2015, les pouvoirs publics ont décidé de réformer l'accès des tiers au stockage car sur les marchés de gros français et européen du gaz, l'écart entre les prix en période d'hiver et les prix en période d'été était plus faible que les tarifs des stockages pratiqués par les opérateurs de stockage français (qui étaient par ailleurs excessifs). De ce fait, les réservations de stockage par les fournisseurs ont diminué progressivement au fil des années au point que la sécurité d'approvisionnement pouvait être menacée et le marché du gaz sous tension. C'est dans ce contexte qu'il a été décidé de réguler le revenu des opérateurs de stockage et de commercialiser les capacités de stockage françaises aux enchères. Les précédents constats qui ont mené à la mise en place de cette réforme ont évolué : la France est suffisamment approvisionnée en gaz et le réseau ne subit plus de congestion grâce aux investissements.

Dans les précédentes contributions de la CRE sur la compensation stockage, il a été évoqué le fait que le fonctionnement des enchères serait fixé de manière provisoire durant 2 ans.

a) Nous pensons que le fonctionnement actuel et les objectifs devraient être réétudiés.

Compte tenu des spread été hiver moyen depuis plusieurs années d'environ 2-3 €/MWh, la CRE pourrait fixer un prix de réserve reflétant les conditions du marché. En effet, avec un prix minimal de 0 €/MWh en 2018 et 0,87 €/MWh en 2019, il est certain que le terme stockage est important au détriment du consommateur. Nous souhaiterions que le revenu autorisé soit à minimum couvert par 70 % du revenu des enchères réduisant alors le terme de stockage. Cette logique paraît assez évident car le consommateur paie 2 fois le stockage en payant d'une part le prix du gaz sur le marché plus élevé d'environ 2€/MWh en hiver et le surcoût lié au terme de stockage.

b) Concernant les mesures incitatives afin d'encourager les opérateurs de stockage à faire preuve d'attractivité :

- un bonus sera accordé aux opérateurs atteignant la barre des 75 % de stockage ;
- l'opérateur atteignant 100 % de ses capacités de stockage conservera 5 % du montant des enchères générées

➔ Nous sommes favorables à ce qu'il y ait des mesures incitatives sur la commercialisation mais nous restons convaincus que le système de bonus n'est pas adapté pour ce dispositif. En effet, ce système incite les opérateurs à solder leurs capacités pour leur permettre d'obtenir ces bonus sans prendre de risque sur leur revenu autorisé et garanti. Ceux-ci étant déjà incités à vendre afin de maintenir la performance physique de leurs stockages ainsi que le souligne la CRE

c) Concernant le revenu autorisé (+ ou - 5 % annuel) :



Comme tout industriel doit s'améliorer constamment pour rester compétitif, nous trouverions pertinent que la CRE vise une baisse de ce revenu annuel (ex – 2% par an). Charge aux opérateurs de capitaliser sur leur expérience et de trouver des pistes d'amélioration.

Enfin, nous souhaitons aborder le sujet du « filet de sécurité » qui s'applique désormais à tous les consommateurs transport comme distribution et qui serait nécessaire dans le cas où toutes les capacités de stockage ne seraient pas souscrites une année par les enchères. Compte tenu du fonctionnement des enchères avec un prix de réserve nul, il nous semble peu probable que ce dispositif soit nécessaire dans le future et si tel était le cas, la non souscription de capacité ne veut pas forcément dire risque de congestion.